

# AU FIL DE LA SEMAINE

**CHAMBRE D'AGRICULTURE** Après les réunions agricoles des Assises de la ruralité dans les Yvelines, la chambre d'Agriculture répond aux éleveurs sur la mise en place d'abattoirs mobiles.

## Zoom sur l'abattage en circuits courts et dans les filières locales



La question des abattoirs mobiles a été soulevée par les éleveurs franciliens lors des réunions agricoles des Assises de la ruralité dans les Yvelines. La chambre apporte des éléments de réponse.

La réglementation sanitaire concernant l'abattage a évolué progressivement jusqu'à l'arrivée du « paquet hygiène » en 2005 et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, tous les agréments des abattoirs doivent être conformes au règlement (CE) 853/2004 de ce « paquet ». L'application de la réglementation européenne a directement impacté les abattoirs français mais surtout les petites structures (agréments loco-régionaux).

Malgré les faibles effectifs d'élevages et d'animaux de boucherie en Ile-de-France, le facteur limitant reste l'abattage. Faute d'outil dans la région, les éleveurs doivent obligatoirement emmener leurs animaux en Mayenne, Orne, Loir-et-Cher, Eure ou Sarthe. Pour l'instant, les bêtes destinées à la vente directe aux consommateurs sont découpées dans des ateliers de Loir-et-Cher, de l'Orne et de la Sarthe. En Ile-de-France, l'atelier de découpe et de transformation des animaux de toutes espèces en production conventionnelle ou biologique ouvrira ses portes au premier semestre 2016 à Gazeran dans les Yvelines et permettra de garantir aux éleveurs un développement de leurs débouchés commerciaux.

### Abattage mobile : mission impossible ?

Pour pallier l'absence d'abattoirs dans certains territoires,

des pays comme l'Autriche et les Pays-Bas se sont tournés vers les abattoirs mobiles. En France, ce type d'abattoirs existe uniquement pour la fête musulmane de l'Aïd. Des essais ont été menés par l'Inra sur l'abattage de porcs, mais sans suite. La réglementation européenne autorise ce genre d'outils mais le ministère se montre très prudent car il estime qu'il manque de données sur la faisabilité technique, économique et financière. Les expériences existantes montrent les limites concernant l'approvisionnement en eau potable, l'évacuation des effluents et des déchets.

### Abattoir de proximité porté par les collectivités

En Allemagne, il est possible d'abattre des animaux de boucherie dans de très petites structures permettant de réaliser des volumes très faibles dans les zones reculées. En France, les abattoirs de proximité sont confrontés à des difficultés d'investissement et d'exploitation (la faible taille limite la capacité à acquérir et à maintenir les compétences en matière sanitaire, HACCP, maintenance et gestion-management). Selon l'étude de Blezat consulting 2010, ce modèle économique d'outils semble pertinent sur une échelle territoriale réduite à condition que les investissements soient portés par la collectivité.

F. CHANCEL/CAIF

## En Bref

### Télédéclaration

#### — TéléPac : nouveau code d'accès

Depuis le mois de décembre, il vous faut un nouveau code d'accès pour consulter votre dossier TéléPac. Il s'agit d'un mot de passe personnalisé qui doit comprendre : au moins huit caractères ; au moins une majuscule ; des minuscules ; des chiffres.

Ce nouveau mot de passe devra être changé tous les six mois et être différent des cinq derniers utilisés. Cette nouvelle mesure apporte une contrainte supplémentaire pour les télédéclarations des dossiers Pac.

**CHAMBRE D'AGRICULTURE** Après cinq années d'existence, le groupe Dephy Écophyto sud 91 prend un nouveau départ. Trois agriculteurs supplémentaires ont rejoint le groupe.

## Un nouveau départ pour le groupe Dephy sud 91

Depuis 2010, neuf agriculteurs du sud des Yvelines et de l'Essonne sont engagés dans le groupe Dephy Écophyto, porté par la chambre d'Agriculture d'Ile-de-France — neuf agriculteurs volontaires pour expérimenter des techniques alternatives et innovantes pour réduire l'usage des produits phytosanitaires, produire des références en la matière et mutualiser leurs connaissances. Alors que la dynamique du groupe s'essouffait depuis quelque temps, une nouvelle réunion d'information est venue regonfler le moral des troupes. Jeudi 19 décembre, la nouvelle animatrice du groupe, Sarah Laffon, a reçu à Étampes (Essonne) les neuf exploitants ainsi que trois nouveaux intéressés dont le vice-président de la chambre, Denis Rabier. L'objectif : se fixer de nouveaux objectifs pour l'année à venir et jusqu'en 2020. Après

un rapide état des lieux de la dernière campagne, des pratiques de chacun et quelques éclairages sur le plan Écophyto II, Sarah Laffon a engagé le groupe dans la construction de nouveaux projets. « Le réseau national attend de nous que nous proposons un projet individuel pour chacun qui réponde à une problématique que vous aimeriez traiter sur votre exploitation et un projet collectif à déterminer en fonction de vos intérêts communs », a expliqué l'animatrice, avant d'insister sur l'importance de se rendre disponible pour le groupe : « Je vais tout faire pour vous faciliter la tâche et rendre ce groupe convivial mais j'attends en retour un investissement de votre part pour retrouver un nouveau dynamisme. » Séduit par ce nouvel élan, les agriculteurs ont tous approuvé ce programme et même d'ores et déjà fixé les dates des prochaines réunions pour ces

projets en janvier et février. Parmi les thèmes qui pourraient être travaillés par le groupe d'agriculteurs, la lutte contre les adventices, la fertilisation des sols, le semis direct ou encore... les nouveaux débouchés. Deux producteurs de chanvre font notamment partie du groupe et il a également été question de la luzerne et du soja. Pour cela, Sarah Laffon a insisté : « Nous avons des moyens disponibles, il faut les utiliser. Nous pouvons envisager des visites d'exploitation, des tours de plaine en concertation avec les conseillers techniques des Cercles... » Tous viennent ici chercher « des échanges, des partages d'expériences et de données et découvrir de nouvelles techniques pour trouver le moyen de limiter nos usages de produits phytosanitaires même si le plan Écophyto II est irréaliste et comporte des aberrations. » **MARINE GUILLAUME**



Étampes (Essonne), le 19 décembre. La nouvelle animatrice du groupe Dephy sud 91, Sarah Laffon, a réuni les agriculteurs pour déterminer les projets futurs et ainsi, insuffler une nouvelle dynamique.

**CHAMBRE D'AGRICULTURE** Les Cercles d'agriculteurs ont tous mené des réunions techniques d'hiver appréciées par les adhérents.

## Les réunions techniques plébiscitées

L'ensemble des réunions techniques d'hiver proposées par les Cercles aura séduit, cette année, un grand nombre d'agriculteurs. « Environ trois cents », précise le chef du service Technique et économique de la chambre d'Agriculture, Christophe Dion. Une bonne année, donc, qui s'explique par des thèmes innovants à l'ordre du jour et un accompagnement des adhérents de plus en plus pointu. « Au cours de ces réunions, les

conseillers ont fait l'état des lieux de la campagne qui s'achève et apporté des préconisations pour les mois à venir avec une nouveauté cette année : les itinéraires techniques présentés sont accompagnés d'un chiffrage précis du coût des intrants », précise Christophe Dion : « Nous avons fait ce choix car l'année est difficile pour les trésoreries et le conseil doit aussi prendre en compte l'aspect économique des exploitations pour optimiser les marges

brutes. » Des thèmes innovants tels que les biocontrôles et les biostimulants ont été présentés. « Il y a peu de produits sortis pour le moment mais déjà, la chambre d'Agriculture les a intégrés dans ses essais. On peut avoir de l'espoir quant à cette méthode », affirme Christophe Dion. Enfin, des solutions ont été apportées aux adhérents, à travers des restitutions d'essais, sur la teneur en protéines des blés.

**MARINE GUILLAUME**